

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Monde > Economie (Monde) > Crise financière, économique, globale (Monde) > **G20 : un scénario incohérent qu'il faut réécrire complètement**

G20 : un scénario incohérent qu'il faut réécrire complètement

samedi 15 novembre 2008, par [MILLET Damien](#), [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 15 novembre 2008).

Le sommet du G20, regroupant les grands pays industrialisés et émergents, vient de se réunir à Washington. La crise financière internationale est profonde, les Bourses ont perdu près de 40% de leur capitalisation en octobre 2008, les marchés financiers sont suspendus aux décisions prises par les Etats pour apporter des remèdes qui éclairciraient leur avenir bien assombri. Les feux de l'actualité internationale se sont braqués le temps d'un week-end sur Washington. Et pourtant...

Pourtant, que s'est-il passé à Washington ? Un spectacle affligeant, un scénario manquant franchement de crédibilité, mais trop peu de spectateurs s'en émeuvent. Dans les films policiers, il est assez rare que les clés du Palais de justice soient confiées aux coupables d'un crime abominable. C'est pourtant ce que le G20 est en train d'organiser...

Depuis la crise de la dette de 1982, les grands pays industrialisés ont promu avec vigueur des mesures économiques néolibérales que le FMI et la Banque mondiale ont été chargées d'imposer aux pays en développement. En proie à un surendettement provoqué par la chute des cours des matières premières durant les décennies 1980-90 et à une hausse brutale des taux d'intérêt décidée par les Etats-Unis en 1979, le Sud a été contraint de réformer son économie pour pouvoir servir ses créanciers : au menu, dérégulation forcenée, privatisations massives, ouverture des marchés au profit des grandes entreprises des pays industrialisés, réduction des budgets sociaux et de la fonction publique... Tous les maux venaient du fait qu'il y avait trop d'Etat, et il fallait réduire son influence sur la sphère économique à tout prix, même - et surtout - s'il cherchait à défendre l'intérêt du plus grand nombre.

Pour les populations du tiers-monde, le remède imposé par le FMI, la Banque mondiale puis l'OMC, à la demande des dirigeants des pays du Nord, fut pire que le mal. Les émeutes anti-FMI se sont multipliées, par exemple quand le prix du pain était doublé en une nuit. A l'exception notable de quelques gouvernements progressistes, souvent fortement déstabilisés en coulisses pour qu'ils rentrent dans le rang, la plupart des gouvernements du Sud ont appliqué ces mesures sans sourciller. Présentée comme indispensable à la création de richesse, la dérégulation économique a été étendue à la planète entière. Les institutions financières privées ont alors eu les mains libres pour inventer des produits financiers de plus en plus complexes dans le but d'engranger de plus en plus de profits, quitte à fermer les yeux sur les conséquences économiques réelles. Des montages financiers ahurissants ont été mis sur pied sans le moindre contrôle des

autorités, et bien sûr sans aucune morale. Tant que cela fut possible, on a dissimulé la face obscure de cette dérégulation derrière de beaux petits chiffres de croissance, sans révéler que cette croissance concernait uniquement les plus riches et que l'on assistait en fait à une croissance prodigieuse des inégalités.

Puis vint le moment où il ne fut plus possible d'affirmer que la mariée était belle alors que sa robe était maculée de sang. La crise financière internationale s'est déclenchée en août 2007 et s'est aggravée durant l'année 2008. De grandes banques (Northern Rock, RBS, Bear Stearns, ING, Fortis, Dexia, UBS et tant d'autres), de grandes compagnies d'assurance (AIG), de grands organismes de crédit hypothécaire (Freddie Mac, Fannie Mae) ont appelé l'Etat à l'aide et il a souvent accepté de les renflouer ou d'organiser leur sauvetage. Mais au lieu d'en profiter pour reprendre le contrôle de cette mécanique inhumaine devenue folle, l'Etat a laissé le pouvoir de décision à ceux qui ont conduit l'économie mondiale dans l'impasse actuelle.

Ce sommet du G20 est révélateur du fait que les leçons n'ont pas été tirées. Les vieux démons du passé sont toujours là. Le FMI et la Banque mondiale, bien que délégitimés par l'échec des mesures imposées depuis 25 ans et par la crise de gouvernance qui les frappe depuis quelques années (démission forcée de Paul Wolfowitz de la présidence de la Banque mondiale, démissions de Horst Köhler et Rodrigo Rato du FMI avant la fin de leur mandat, enquête récente autour de Dominique Strauss-Kahn au FMI), sont toujours au cœur des solutions proposées. La relance des négociations à l'OMC pour accroître la déréglementation économique, qui vient de faire la preuve de son échec, est remise sur le tapis. Alors que les prêts du FMI ne trouvaient plus preneur, la Hongrie, l'Ukraine et le Pakistan viennent de se porter volontaires. Contrairement aux dénégations des institutions concernées, les mêmes conditionnalités inadmissibles sont toujours de mise : en contrepartie du dernier prêt, la Hongrie a dû décider entre autre la suppression du 13^e mois et le gel des salaires pour les fonctionnaires. Le Japon a même proposé de fournir jusqu'à 100 milliards de dollars au FMI pour qu'il puisse accroître ses prêts et poursuivre sa funeste action. Par ailleurs, la réunion de Washington pour trouver une solution mondiale à la crise actuelle ne se tient pas dans le cadre des Nations unies, mais dans le cadre restreint du G20. Ce sont donc les promoteurs d'un modèle injuste et non viable à terme qui sont chargés de le tirer d'affaire. Les seules solutions proposées défendent l'intérêt des grands créanciers. Les populations et les pays pauvres n'ont toujours pas leur mot à dire.

Quand un scénario est aussi incohérent et aussi mal ficelé, on espère toujours un rebondissement final qui vienne apporter un peu de justice et de morale à l'ensemble. Ce rebondissement ne peut venir que des luttes sociales qui imposeront de par le monde une réorientation radicale des choix économiques. Et si le film finit aussi mal qu'il a commencé, le risque est grand que les spectateurs soient vraiment très mécontents et le fassent savoir aux vingt metteurs en scène de façon plutôt véhémement...

P.-S.

* Damien Millet est porte-parole du CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, www.cadtm.org). Eric Toussaint est président du CADTM Belgique. Ils sont auteurs du livre 60 Questions 60 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale, CADTM/Syllepse, novembre 2008.